La professionnalisation de la conservation-restauration et ses limites : une analyse à deux voix

The professionalisation of conservation-restoration and its limits, an analysis from two points of view

Léonie Hénaut et Anne-Elizabeth Rouault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13856>

DOI : 10.4000/insitu.13856

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Léonie Hénaut et Anne-Elizabeth Rouault, « La professionnalisation de la conservation-restauration et ses limites : une analyse à deux voix », *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 07 octobre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13856> ; DOI : 10.4000/insitu.13856

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La professionnalisation de la conservation-restauration et ses limites : une analyse à deux voix

The professionalisation of conservation-restoration and its limits, an analysis from two points of view

Léonie Hénaut et Anne-Elizabeth Rouault

- 1 À l'occasion du colloque « Les métiers du patrimoine en France : identités, formations, interrelations professionnelles au service du patrimoine, XIX^e-XX^e s. », nous avons choisi de livrer un texte à deux voix dans lequel la professionnelle exprime les préoccupations de sa profession, puis la sociologue réagit et tente d'offrir un cadre de compréhension de la situation et des pistes de discussion¹. Nous proposons d'explorer ainsi successivement trois séries de questions ou thématiques. La première porte sur la profession et son histoire : qui sont les conservateurs-restaurateurs de biens culturels ? La deuxième vise à réfléchir, à partir d'un exemple, aux conditions concrètes de mise en œuvre de la collaboration entre les différents acteurs de la conservation du patrimoine. En conclusion, nous nous interrogerons sur la régulation du marché de la restauration du patrimoine : comment s'assurer de la qualité des professionnels qui interviennent sur les collections publiques ?

La profession et son histoire : qui sont les conservateurs-restaurateurs de biens culturels ?

**Une profession construite sur la base de la possession d'un diplôme
– Le point de vue des professionnels de la conservation-restauration**

- 2 A-E. R. – Notre profession est née du rassemblement, à partir du milieu des années 1980, des restaurateurs qui travaillaient depuis longtemps pour les musées et qui s'étaient

formés à l'étranger ou par apprentissage parce qu'il n'y avait pas encore de formation spécialisée en France, et des diplômés de quatre formations spécialisées en conservation-restauration². Dans sa communication, Pierre Leveau a retracé l'histoire des quatre formations françaises qui sont les seules à être reconnues par l'État, depuis 2002, comme donnant accès au marché des collections des musées de France³. Il a souligné combien leurs contextes de création étaient différents et combien les raisons pour lesquelles elles avaient été créées étaient variées. Quand on discute avec les professionnels qui appartiennent aux premières générations de diplômés, on comprend aussi que des hiérarchies informelles existaient entre les formations, du moins aux yeux des conservateurs commanditaires des travaux, ce qui n'était pas sans générer des tensions entre diplômés. Néanmoins, au début des années 1990, tous se sont mobilisés pour défendre une certaine vision de la profession, fondée sur une formation scientifique de haut niveau et le respect de principes déontologiques, et qui est encore la vision que nous promouvons aujourd'hui.

- 3 Notre texte de référence est celui que le Comité pour la conservation du Conseil international des musées (ICOM-CC) édite en 1984 sous le titre *Le conservateur-restaurateur : une définition de la profession*, suivi dix ans plus tard par le code d'éthique et de formation de la Confédération européenne des organisations de conservateurs-restaurateurs (ECCO). C'est en référence à ces textes que nous utilisons l'appellation « conservateur-restaurateur », même si nous sommes bien conscients qu'elle peut entraîner certaines confusions dans le contexte français. Le but est de nous distinguer des professionnels qui reproduisent des savoir-faire acquis lors d'un apprentissage en atelier – souvent appelés restaurateurs ou « restaurateurs d'art » – et qui revendiquent leur appartenance au monde des métiers d'art tandis que nous considérons que nous exerçons une activité à forte valeur ajoutée intellectuelle et correspondant en tous points à la définition d'une profession libérale. Ainsi, quelle que soit leur spécialité, les conservateurs-restaurateurs mettent en œuvre une méthode rigoureuse, faisant intervenir leurs acquis scientifiques, humanistes et éthiques d'un bout à l'autre des interventions qu'ils pratiquent. Ils n'en sont pas seulement les exécutants mais aussi les concepteurs. Par ailleurs, leur expertise peut être mise à contribution, par exemple pour définir des cahiers des charges pour des opérations un peu complexes.
- 4 En 1992, les diplômés et les professionnels qui travaillaient depuis longtemps pour les musées ont donc fédéré leurs associations respectives, au nombre de sept, en une Fédération française des associations de conservateurs-restaurateurs (FFACR). En 1996, la Fédération a modifié ses statuts pour devenir une association de membres, la Fédération française des conservateurs-restaurateurs (FFCR), devenue en 2010 Fédération française des professionnels de la conservation-restauration, tout en gardant son ancien acronyme. La FFCR représente les professionnels de la conservation-restauration diplômés ou ayant reçu un avis favorable après examen de leur dossier par la commission adhésion-radiation de la Fédération⁴. La FFCR compte aujourd'hui deux cent cinquante membres, sur une population estimée à environ mille cinq cents personnes dont mille deux cents sont en activité aujourd'hui en France⁵.
- 5 Les graphiques 1 et 2 présentent la population telle qu'elle s'est constituée au fil du temps (Graphique 1) ainsi que la composition de la FFCR aujourd'hui (Graphique 2). Les deux formations les plus anciennes, celles de l'université Paris 1 et de l'Institut du patrimoine, fournissent le plus grand nombre de diplômés et couvrent tous les domaines de spécialités (peinture, textiles, arts graphiques, sculpture, objets archéologiques, etc.)

tandis que les écoles de Tours et d'Avignon préparent respectivement à la conservation-restauration des œuvres sculptées et des œuvres peintes, même si elles diversifient aujourd'hui leur formation en faveur du traitement des œuvres d'art ou matériaux contemporains.

- 6 Graphique 1. La population des diplômés et des habilités. (N=1500 dont 1200 en activité en France).
- 7 Graphique 2. Les membres de la FFCR (N=250).
- 8 Aucune enquête ne permet de décrire finement la morphologie de la profession. Nous savons qu'elle est féminine à 80 %, et l'enquête par questionnaire réalisée en 2013 par Danièle Amoroso auprès de deux cent soixante-seize conservateurs-restaurateurs permet de mettre en évidence la diversité des spécialités (Graphique 3) et des statuts d'emploi (Graphique 4)⁶. La plupart exercent en tant que profession libérale mais ceux dont l'ancienneté est la plus grande ont souvent conservé leur statut d'artisan. En outre, l'activité et le quotidien des professionnels peuvent varier énormément selon l'implantation géographique, la composition de la clientèle, les modalités de travail plus ou moins sédentaires, ou encore le volume d'activité.

D'après les données recueillies par Danièle Amoroso en 2013 (N=276)

- 9 Graphique 3. Les spécialités des conservateurs-restaurateurs.
- 10 Graphique 4. Les statuts d'emploi des conservateurs-restaurateurs

- 11 Pour conclure ce portrait de la profession, il faut observer que le flux annuel de nouveaux diplômés est stable, autour de cinquante personnes environ, ce qui nous réjouit puisque la profession s'agrandit mais nous inquiète aussi grandement, dans un contexte où les commandes ont tendance à se raréfier, notamment en ce qui concerne le secteur public. La réduction du nombre de places à l'entrée des formations ou l'établissement d'un *numerus clausus* sont des sujets fréquemment débattus entre confrères, surtout dans certaines spécialités comme la peinture où la concurrence est particulièrement sévère en raison de la présence sur le marché de professionnels non qualifiés mais aussi de (trop) nombreux professionnels diplômés ou habilités. En dépit de nos divergences de points de vue, de la diversité de nos modes d'activité et des crises qu'ont pu connaître nos organes de représentation, nous formons un groupe soucieux de promouvoir nos diplômes et nos règles d'éthique, notamment auprès des commanditaires publics.

La profession comme résultat d'une double lutte de juridiction permanente – L'approche écologique des professions

- 12 L. H. – Il ne fait pas de doute que la profession de conservateur-restaurateur de biens culturels, en France, s'est définie sur la base de la possession d'un diplôme, en l'occurrence des diplômes délivrés par les quatre formations citées. La procédure d'habilitation mise en place en 2002 n'a d'ailleurs été pensée que comme transitoire, pour que des non-diplômés travaillant déjà pour les musées puissent démontrer leur capacité à travailler selon les standards des nouvelles formations. Le processus de validation des acquis de l'expérience (VAE) permet aux professionnels d'acquérir les connaissances et les principes enseignés dans la formation universitaire, ce qui montre que le diplôme de niveau I est bien reconnu comme le standard à atteindre. En revanche, le fait que la profession se soit construite ainsi sur la base du diplôme n'a rien d'évident, ou plutôt rien de nécessaire. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la dynamique du groupe français et celle de son homologue américain⁷. Personne ne mettra en doute la qualité des professionnels de la conservation-restauration exerçant dans les musées aux États-Unis. La plupart ont suivi l'une des trois formations spécialisées créées dans les années 1960 et 1980. Mais la profession à laquelle ils appartiennent, représentée depuis 1952 par l'*American Institute for Conservation* (AIC), n'est pas définie sur la base de la possession d'un diplôme. Tous les professionnels qui déclarent souscrire à un code de déontologie peuvent en être membres et participer aux conférences et à ses différents réseaux thématiques. L'AIC compte aujourd'hui plus de trois mille cinq cents membres, dont mille seulement sont diplômés.
- 13 L'apport de la sociologie des professions, et notamment de l'approche écologique ou systémique promue par Andrew Abbott⁸, est de remettre en question la nécessité et la linéarité des processus de professionnalisation. Une profession n'est pas le résultat de la conquête progressive, par un groupe défini *a priori*, d'un certain nombre d'attributs caractéristiques des professions prestigieuses : une formation spécialisée fondée sur des savoirs théoriques (ici histoire de l'art, biologie, physique, chimie), un code éthique, des revues scientifiques, une organisation professionnelle, et enfin le monopole d'exercice de l'activité. Une profession est le résultat de luttes permanentes entre différents professionnels, dans un environnement politico-institutionnel lui-même en évolution. Ce n'est pas la profession qui définit ses frontières mais les frontières – et plus précisément les luttes de frontière ou « luttes de juridiction » selon la terminologie d'Abbott – qui font

naître la profession. Étudier une profession revient à identifier ces luttes, les événements qui les ont déclenchées, et les alliances qui ont permis ou empêché telle ou telle avancée. En l'occurrence, on peut comprendre l'histoire de la profession de conservateur-restaurateur en France comme le résultat d'une double lutte de juridiction : entre les restaurateurs diplômés et ceux qui ont suivi une formation traditionnelle, d'une part, et entre les restaurateurs et les conservateurs, d'autre part.

- 14 L'enjeu de la première lutte est la clôture du marché. Dès les années 1980, les diplômés de la formation de l'université Paris 1 cherchent à se faire une place sur le marché des musées en faisant valoir la supériorité de leur expertise auprès des pouvoirs publics et des commanditaires publics. Classiquement, ils développent alors une rhétorique professionnelle qui vise à réduire l'activité de leurs concurrents à une version incomplète de la leur : non seulement ils savent améliorer l'apparence des œuvres mais ils sont aussi capables, le cas échéant, de les conserver en l'état voire d'en prévenir les dégradations futures ; là où les autres restaurateurs s'appuient sur des connaissances empiriques, ils utilisent des outils d'analyse scientifiques et des méthodes dont les résultats sont prouvés scientifiquement ; ils fournissent de la documentation et proposent dans la mesure du possible des traitements réversibles, etc. À cela, les restaurateurs de formation traditionnelle et notamment ceux spécialisés dans la restauration de mobilier répliquent qu'une formation universitaire ne saurait remplacer les acquis de l'expérience. La lutte est particulièrement vive à l'occasion de la préparation du premier projet de loi relative aux musées, qui échoue en 1993, puis à nouveau avant que la loi ne soit finalement votée en 2002, conférant aux diplômés le monopole sur la restauration des collections des musées de France.
- 15 Le monopole alors établi est très limité puisqu'il ne concerne d'une partie du marché de la restauration du patrimoine public et ignore le marché privé. Sa forme s'explique par les jeux d'alliance et de mésalliance qui structurent les relations des acteurs chargés de conduire les politiques en matière de culture et de commerce et d'artisanat dans les années 1990 et 2000, ces acteurs étant eux-mêmes amenés à soutenir ou non les revendications des différents groupes professionnels. Le graphique 5 résume de façon très schématique les liens entre « l'écologie professionnelle » et « l'écologie politique », selon la terminologie d'Abbott⁹, et les relations des acteurs au sein de chaque écologie, à la période qui nous occupe¹⁰. Les restaurateurs diplômés et ceux qui travaillaient déjà depuis longtemps pour les musées ont bénéficié du soutien des conservateurs de musée et de la direction des Musées de France (DMF) au sein du ministère de la Culture. En revanche, la clôture du marché n'a pu s'étendre au-delà des musées parce que les acteurs chargés de l'administration des Monuments historiques étaient en concurrence d'une part avec la DMF pour l'obtention de crédits et divergeaient quant aux orientations à suivre en matière de conservation, et, d'autre part, conservaient des affinités avec le monde des métiers d'art et de l'artisanat, ce qui a empêché l'extension de la loi à l'ensemble du patrimoine ou même à l'ensemble du patrimoine public.
- 16 Maintenant que l'administration des musées et des monuments historiques est davantage intégrée, on pourrait penser que les standards aient tendance à converger, profitant plutôt aux restaurateurs diplômés et habilités et conduisant à une extension de la loi musées. Cependant, comme on va le voir plus loin, d'autres modes de régulation du marché sont envisagés et promus par les acteurs des métiers d'art et de l'artisanat. Les luttes entre restaurateurs pour le contrôle du marché sont d'autant plus d'actualité que les ressources se font rares et que la population des diplômés augmente.

Les écologies liées en France 1990-2000

17 Graphique 5. Le poids des écologies liées dans les années 1990 et 2000

- 18 La seconde lutte de juridiction entre restaurateurs et conservateurs est également toujours vivante même si les lignes de débat ont évolué depuis les années 1980. Elle porte cette fois sur le contrôle non pas du marché mais de l'activité de conservation-restauration : qui décide des interventions et choisit les traitements. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas pour protéger leur marché que les restaurateurs se sont réunis en associations dans les années 1980 puis fédérés à partir du début des années 1990, mais en réaction aux propos et aux actions de certains conservateurs qui cherchaient à réduire leur autonomie professionnelle. Refusant d'être réduits au statut d'exécutants, ils ont présenté un front uni contre la codification de la division du travail envisagée par la DMF en 1990 et sont parvenus à l'emporter en soulignant l'absurdité d'une séparation des actes de diagnostic, décision et traitement pour la protection des collections publiques. La lutte de juridiction porte aussi sur l'utilisation qui est faite par les conservateurs des rapports de restauration – certains restaurateurs estiment être « pillés » et revendiquent un droit à la protection intellectuelle. Aujourd'hui, comme on le verra plus loin, des tensions entourent la réalisation des constats d'état, la rédaction des cahiers des charges dans les procédures de mise en concurrence et la sélection des prestataires, les conservateurs-restaurateurs regrettant de ne pas en avoir la prérogative et aspirant à pouvoir au moins contribuer à ces tâches.
- 19 Les mêmes luttes de juridictions sont réactivées en permanence sous des formes différentes, aussi sous l'effet de certaines perturbations externes aux groupes professionnels, comme la réduction des dépenses publiques ou la transformation du Code des marchés publics. Dans le reste de cette communication, nous allons focaliser notre attention sur les problèmes que rencontrent aujourd'hui les conservateurs-restaurateurs à propos de la division du travail avec les autres acteurs du patrimoine et la régulation du marché.

La division du travail avec les autres acteurs du patrimoine : quelles sont les conditions concrètes de « l'interdisciplinarité » ?

Retour sur une opération complexe de remise en valeur d'un ensemble – Des collaborations « bonnes » et « moins bonnes »

- 20 A-E. R. – Pour aborder la question de la division du travail entre les conservateurs-restaurateurs et les autres acteurs du patrimoine, nous proposons de revenir sur une vaste opération à l'occasion de laquelle plusieurs acteurs ont eu des relations que nous pouvons qualifier *a posteriori* de « bonnes » ou « moins bonnes », nous allons voir pourquoi. Notre propos est de dépersonnaliser la situation en nous demandant : à quelles conditions une collaboration est-elle fructueuse pour les professionnels et surtout *in fine* pour le patrimoine ?
- 21 L'opération concerne le sauvetage et la remise en valeur d'un ensemble de décors de théâtre classés Monuments historiques. Cependant, malgré leur technique de création identique (détrempe sur toile, tendue sur châssis ou roulée sur perche), ils ne relèvent pas du même statut juridique. La plupart ont le statut d'objets mobiliers et sont donc gérés par le conservateur régional des Monuments historiques (CRMH), mais le rideau de scène et le manteau d'Arlequin¹¹ sont considérés comme biens immeubles, et à ce titre relèvent de la responsabilité d'un architecte en chef des Monuments historiques (ACMH). Un acteur a néanmoins suivi l'ensemble du chantier : un conservateur-restaurateur chargé d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (CR-AMO). En 2010, il avait réalisé une étude préalable des décors à la demande de la direction régionale des Affaires culturelles. En 2011, en tant qu'AMO, il est chargé de la rédaction des cahiers des charges¹², du suivi des travaux en collaboration avec les responsables, de l'établissement de recommandations pour le rangement des décors et l'organisation de formations pour les techniciens du théâtre qui seront amenés à manipuler ensuite ces éléments.
- 22 Ce type de chantier est complexe, au sens où il comporte de multiples étapes et protagonistes. Il nous fournit ici l'occasion d'observer que la différence de statut des divers éléments à restaurer donne lieu à des modalités différentes de prise en charge. De notre point de vue, les conditions d'une « bonne collaboration » ont été réunies dans l'un des cas et pas dans l'autre, avec des conséquences respectivement positives et négatives pour le patrimoine. Dans le cas des éléments qui composent des « tableaux », c'est-à-dire les décors interchangeables en fonction du spectacle représenté, la collaboration a été fructueuse à plus d'un titre. Les cahiers des charges rédigés par un conservateur-restaurateur précisaient les caractéristiques techniques des objets (mise en œuvre et altérations observées), définissaient les objectifs de l'intervention et non les moyens, et employaient le vocabulaire des professionnels. Les critères d'analyse et de sélection des offres s'en trouvaient ainsi facilités, et la procédure de mise en concurrence a abouti à la sélection de groupements de diplômés compétents. Certains choix de conservation ou de remplacement d'éléments ont donné lieu à une concertation avec la conservation régionale des Monuments historiques (**fig. 1**), éclairée par le recours à des spécialistes des théâtres historiques et de leur machinerie (**fig. 2**).

Figure 1

DEUX ÉLÉMENTS SIMILAIRES AVANT (À GAUCHE) ET APRÈS RESTAURATION (À DROITE) : LES TRACES D'USAGE SONT CONSERVÉES, LES ALTÉRATIONS ÉVOLUTIVES (PULVÉRULENCE, CORROSION, EFFILOCHAGE DE LA TOILE) TRAITÉES ; DÉPOUSSIÉRAGE ET CONSOLIDATION ONT RENDU LEUR SATURATION AUX COULEURS, LA RÉINTÉGRATION RESPECTE L'ESPRIT DE L'ORIGINAL.

© Anne-Elizabeth Rouault.

Figure 2

Collaboration avec le directeur technique et les techniciens de l'Opéra royal de Versailles.

© Anne-Elizabeth Rouault.

- 23 En second lieu, les techniciens qui allaient être amenés à manipuler les décors restaurés ont reçu une formation en deux temps : d'abord à Versailles, avec le directeur technique et les techniciens de l'Opéra royal et du théâtre de la Reine au Petit Trianon, dont les décors sont similaires à ceux du théâtre en restauration ; puis *in situ*, où la formation affichait un double objectif : attirer l'attention sur le caractère dorénavant patrimonial des décors, et par conséquent exigeant des précautions particulières de manipulation, et transmettre les principes traditionnels de leur mise en place. En ce sens, on peut considérer que la formation a été aussi l'occasion de la transmission d'un patrimoine immatériel (**fig. 3**). Le CRMH et son adjoint ont également assisté à la formation. Enfin, le conservateur MH et le CR-AMO ont travaillé ensemble à la rédaction d'un article publié depuis dans une revue spécialisée et vont prochainement participer conjointement à un colloque. Au regard des conflits évoqués précédemment concernant la propriété intellectuelle associée au travail de conservation-restauration, cette collaboration s'est donc avérée particulièrement respectueuse de l'expertise du conservateur-restaurateur, et profitable pour le patrimoine.

Figure 3

Formation des techniciens du théâtre *in situ* pour la sécurisation de l'accrochage des frises.

© Anne-Elizabeth Rouault.

- 24 En revanche, l'opération concernant les biens considérés comme immeubles (rideau de scène et manteau d'Arlequin) n'a pas bénéficié des mêmes conditions de dialogue entre les intervenants. L'ACMH n'a pas tenu compte des remarques du CR-AMO pour la rédaction du cahier des charges. Au cours des travaux, le CRMH a observé plusieurs manquements aux principes de la conservation-restauration et a demandé que l'opération soit suspendue. Un nouveau cahier des charges incluant la dé-restauration de ce qui venait d'être réalisé a été publié par la suite par la communauté d'agglomération.
- 25 L'analyse des opérations conservant les décors mobiles, d'un côté, et le rideau et le manteau d'Arlequin, de l'autre, nous amène à conclure que les différents acteurs du patrimoine gagnent à collaborer parce que leurs expertises sont *complémentaires*. Cela signifie que chacun est compétent dans un domaine mais qu'il ne réunit pas à lui seul toutes les compétences nécessaires à la bonne marche d'un processus de conservation-restauration. Ne pas reconnaître ses limites ni l'expertise des autres acteurs, c'est s'exposer à des erreurs dommageables pour les biens culturels, sans parler du coût pour la collectivité.
- 26 Dans le cadre des activités de la FFCR, nous réfléchissons aux relations entre les activités de conservation-restauration et d'expertise. La préservation du patrimoine est sans conteste un service d'intérêt général. Du fait de notre soumission au code déontologique de la profession, nous avons également le même devoir de réserve et la même obligation de transparence qu'un expert-comptable ou un médecin vis-à-vis de leurs clients ou patients. Notre relation à la clientèle se caractérise aussi par une « asymétrie de la connaissance ». Cette notion est utilisée pour mettre en évidence le lien de confiance qui doit exister entre le professionnel et le client, pour que ce dernier s'en remette totalement au savoir dont dispose le professionnel auquel il fait appel (avocat, expert judiciaire, architecte, médecin, etc.). Le professionnel étant un « sachant » et le client un « profane », la connaissance qu'ils détiennent respectivement sur le sujet est dite asymétrique. Cependant, la réussite de la prestation dépend souvent d'une bonne

collaboration entre le client et le professionnel, d'où la nécessité d'échanger les informations, de se concerter sur les objectifs et les méthodes, et de valider les différentes étapes de l'intervention. On peut considérer qu'il s'agit là d'une « coproduction », comme dans toutes les formes de relation « client-conseil ». Nous sommes souvent désolés de voir que notre expertise n'est pas requise suffisamment en amont des opérations, ce qui pourrait éviter bien des dommages.

Asymétrie du statut d'emploi et assimilation des savoirs – Comment garantir la continuité du processus de conservation- restauration ?

- 27 L. H. – Une autre conclusion à tirer du cas qui vient d'être présenté est que les travaux se passent bien – à la fois pour les professionnels et pour les biens culturels – quand il y a *cohérence* et *continuité* entre le cahier des charges, l'intervention réalisée et le contrôle des travaux. Il n'est pas nécessaire qu'un même professionnel réalise à la fois le cahier des charges et l'intervention, ce que montre le cas des décors du théâtre, mais il est nécessaire que les standards de qualité ayant servi à la rédaction du cahier des charges guident aussi la réalisation et le suivi du traitement. Autrement dit, il faut que les professionnels impliqués dans les différentes étapes du processus de conservation-restauration (diagnostic, traitement, contrôle) partagent les mêmes visées et principes déontologiques. Ici, l'importance de la continuité du processus s'exprime aussi dans la transmission des principes et gestes de conservation préventive aux techniciens du théâtre, sans lesquels tout le travail effectué précédemment risque d'être ruiné. Dans le cas du rideau de scène et du manteau d'Arlequin, à l'inverse, l'architecte des MH n'avait pas les mêmes standards que les autres protagonistes. Ce cas est extrême dans la mesure où ils n'ont pas pu travailler ensemble ni même communiquer – c'est en définitive la communauté d'agglomération, c'est-à-dire le payeur des travaux, qui a dû réorienter le processus.
- 28 Il apparaît que le CR-AMO aide à garantir la cohérence et la continuité du processus de conservation-restauration parce qu'il veille à ce que les mêmes orientations et principes déontologiques soient mis en œuvre à chaque moment du processus. Il peut jouer un rôle de médiateur, de coordonnateur et de traducteur entre les différents protagonistes, d'autant qu'il est extérieur au processus puisqu'il n'est pas celui qui effectue les travaux. Mais encore faut-il que les autres acteurs du patrimoine fassent appel à lui, reconnaissent son rôle et s'en remettent à lui. Or, dans le cas du manteau d'Arlequin et du rideau de scène, cela n'a pas été le cas. L'architecte des MH a eu le sentiment qu'il n'avait pas besoin de recourir à l'expertise du CR-AMO ni pour faire le cahier des charges, ni pour sélectionner le prestataire, ni pour suivre le travail.
- 29 La raison en est que l'asymétrie de la connaissance entre le professionnel-expert et le client-profane ne caractérise pas les relations entre les restaurateurs et leurs commanditaires publics. Ces derniers sont eux-mêmes des professionnels dont la spécialité est l'histoire et la gestion du patrimoine, d'où l'idée que leur collaboration avec les restaurateurs est « interdisciplinaire », chacun étant expert dans un domaine. Plus encore, l'asymétrie des connaissances est considérablement réduite parce que les commanditaires publics ont tendance à assimiler les savoirs des restaurateurs à force de travailler avec eux. Après quelques années ou même quelques mois d'exercice, ils ont une certaine expertise en matière de restauration. Ils maîtrisent le vocabulaire et sont

capables – ou en tous les cas se sentent capables – de réaliser un diagnostic et de juger de l'opportunité d'un traitement. Ce processus d'assimilation des savoirs est inhérent à la structuration de l'activité de restauration en France qui repose sur une asymétrie du statut d'emploi entre les acteurs du patrimoine : ceux qui initient et contrôlent les travaux sont fonctionnaires, tandis que ceux qui proposent et réalisent les interventions sont indépendants et interviennent ponctuellement. Ce processus permet aussi aux responsables de renforcer leur position de « dominance structurelle » dans le champ d'activité de la conservation du patrimoine¹³.

- 30 La différence entre les architectes MH et les conservateurs de musée, et plus récemment également les conservateurs des MH, est que les conservateurs ont assimilé les savoirs des conservateurs-restaurateurs, c'est-à-dire les principes « modernes » de restauration, aussi grâce à leur formation à l'INP dans laquelle des modules sont dédiés à la conservation-restauration depuis les années 1980, alors que les architectes ont assimilé le vocabulaire et les savoirs propres aux restaurateurs de formation traditionnelle. De ce fait, par exemple, ils ne sont pas sensibilisés aux questions de conservation préventive ni ne sont au courant de l'état de la connaissance concernant certains produits ou procédés de restauration. Le jeu des affinités évoqué plus haut avec la présentation des « écologies liées » en matière de conservation du patrimoine s'exprime ici à travers les choix des prestataires. Sans y être obligé par la loi, le CRMH fait appel à un restaurateur diplômé comme ses collègues des musées, tandis que l'ACMH continue de faire appel à des prestataires non diplômés.
- 31 Dans ce contexte, deux solutions non exclusives sont envisageables pour améliorer la qualité de la conservation du patrimoine. La première est de contraindre les responsables à faire appel à des professionnels diplômés ou habilités pour la rédaction des cahiers des charges et la réalisation des traitements, de façon à ce qu'ils n'aient pas d'autre choix que de s'ouvrir aux principes et aux savoirs de conservation-restauration. Cela suppose que les pouvoirs publics reconnaissent l'existence du processus d'assimilation des savoirs et cherchent à le maîtriser. Une autre solution, éventuellement moins onéreuse que d'embaucher pour chaque chantier un CR-AMO, serait de créer un poste de conservateur-restaurateur au niveau des directions régionales des Affaires culturelles, qui pourrait d'ailleurs travailler pour deux régions à la fois. Il serait chargé de rédiger les cahiers des charges, de sélectionner les prestataires et de suivre les travaux en collaboration avec le conservateur ou l'architecte des MH. Cette seconde solution revient à réduire l'asymétrie du statut d'emploi et à réintroduire de l'asymétrie de la connaissance entre client et professionnel.

La régulation du marché de la restauration du patrimoine : comment s'assurer de la qualité des professionnels qui interviennent sur les collections publiques ?

- 32 A-E. R. – Notre dernière série d'interrogations porte sur la régulation du marché de la conservation-restauration du patrimoine. En dehors de la législation des musées de France, c'est-à-dire pour tous les biens culturels qui ne font pas partie des collections des musées de France, les responsables du patrimoine public n'ont pas à respecter d'obligation particulière. Comme nous venons de le voir, ils peuvent faire appel à des

professionnels diplômés des quatre formations reconnues, ou bien d'autres formations, ou bien recourir à d'autres critères d'appréciation comme la certification « Qualibat » dans les domaines où elle existe.

- 33 Nous voyons au moins trois inconvénients à ce système de certification. D'une part, il qualifie des entreprises pour des travaux, là où nous estimons que notre activité relève de la prestation de services. Comme la certification est attribuée aux entreprises (ou personnes morales), elle ne permet pas d'assurer que les personnes œuvrant concrètement sur les biens possèdent les qualifications requises, contrairement aux diplômes qui sont délivrés à des personnes physiques. D'autre part, pour être certifiée, l'entreprise doit « justifier de son inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers », ce qui n'est pas le cas des professionnels libéraux. Or, ils sont majoritaires parmi les professionnels titulaires d'un diplôme d'études supérieures en conservation-restauration. En troisième lieu, il s'agit d'un système privé d'accréditation, payant et renouvelable.
- 34 Aux responsables du patrimoine qui pensent parfois que le Code des marchés publics leur interdit d'exiger un diplôme, nous souhaiterions rappeler qu'il existe un arrêté fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés passés par les « pouvoirs adjudicateurs »¹⁴. Ils ont donc toute latitude pour utiliser ce critère s'ils le souhaitent.
- 35 Enfin, certains se tournent vers les labels promus pour distinguer les artisans détenteurs d'un haut niveau de qualification dans leur domaine par le ministère de la Culture ou celui de l'Économie, notamment pour les interventions portant sur des biens culturels dits « orphelins », c'est-à-dire relevant d'une spécialité qui n'est pas enseignée comme telle dans les formations délivrant les diplômes – les instruments scientifiques ou mécaniques, les collections d'histoire naturelle, etc. Cependant, les conservateurs-restaurateurs considèrent que leur méthodologie et leur connaissance profonde des matériaux demeurent valables quels que soient les objets, l'essentiel étant d'être capable de bien peser les enjeux éthiques et historiques, par exemple pour arbitrer entre une remise en état de fonctionnement ou le remplacement d'éléments. Le recours à des professionnels issus du monde de la fabrication ou de la réparation leur semble contrevenir aux principes fondant la conservation-restauration en tant que discipline. En revanche, conformément à la définition de la profession par l'Icom-CC, un conservateur-restaurateur peut très bien faire appel à des professionnels pour réaliser certains éléments. La distinction entre création et préservation vient à nouveau d'être rappelée dans le rapport cosigné par l'Unesco et la Commission européenne sur les métiers de la culture¹⁵. Nous pensons qu'il y a dans cette grille d'analyse un support de réflexion prometteur pour une meilleure définition des acteurs et des scénarios d'une politique patrimoniale concertée.
- 36 L. H. – Les clients, qu'il s'agisse de collectionneurs, de propriétaires privés ou de responsables publics, ont besoin de repères pour orienter leur jugement et choisir le « bon » prestataire¹⁶. Cela vaut pour tous les services et pour tous les produits mais plus particulièrement pour ceux dont le prix renseigne finalement peu sur la qualité. Surtout, dans le cas qui nous occupe, il y a un risque que l'œuvre soit gravement endommagée à la suite d'une « mauvaise » intervention. L'existence de repères pour juger de la qualité d'un prestataire est donc d'autant plus importante. Sous la pression des professionnels ou des responsables du patrimoine, les pouvoirs publics ont été ainsi amenés à mettre en place de tels repères, autrement dit à réguler le marché.

- 37 Jusqu'à présent, les différents ministères concernés par l'activité de restauration ont contribué à promouvoir trois systèmes concurrents de régulation du marché : le diplôme, la liste d'aptitude et les labels (Tableau 1). Comme on vient de le voir, le diplôme est le système privilégié par les diplômés des formations spécialisées en conservation-restauration, cela depuis qu'ils ont commencé à s'organiser en profession au milieu des années 1980.
- 38 Le système de la liste d'aptitude a longtemps eu les faveurs des conservateurs de musées qui souhaitaient contrôler eux-mêmes la clôture du marché. À partir de 1935, en effet, les restaurateurs ne pouvaient être appelés à restaurer des peintures du Louvre que s'ils étaient « agréés ». À partir des années 1960, il en va de même pour tous les musées. Les restaurateurs exerçant au sein des ateliers de restauration des musées classés et contrôlés obtenaient l'agrément à la suite d'examens dans les années 1960 puis étaient sollicités sur la base de la possession d'un diplôme d'une formation spécialisée française ou étrangère. Pour les musées nationaux, au contraire, des « examens d'aptitude » continuent d'être organisés malgré l'apparition des diplômes. Le dernier examen date de 1986. En 1990, la direction des Musées de France avance certaines propositions d'organisation et de réglementation de l'activité. L'une d'entre elles a trait à la qualification des restaurateurs : ne seraient plus appelés à exercer sur les collections des musées que les praticiens inscrits sur une « liste d'aptitude » à l'issue d'un examen et d'une période probatoire. Ces propositions visent à étendre le système en vigueur pour les peintures à l'ensemble des spécialités.
- 39 Tableau 1. Trois modes concurrents de régulation du marché de la restauration

		<i>Diplôme</i>	<i>Liste d'aptitude</i>	<i>Label</i>
Acteurs et portée	Promoteurs	Professionnels issus des formations spécialisées	Commanditaires (conservateurs, DMF)	Praticiens de formation traditionnelle
	Objectif premier	Réduire la concurrence Protéger la profession	Contrôler la qualité de la main-d'œuvre	Réduire la concurrence Protéger la profession
	Logique	Autonomie Profession libérale	Employeur Marché du travail fermé	Autonomie Profession artisanale
	Portée	Tous les marchés	Marché des musées	Tous les marchés
Fonctionnement concret	Organisation	Clôture juridique	Clôture juridique	Dispositif de jugement mis à disposition des clients

Sujet de la qualification	Individu	Individu	Entreprise
Critère de qualification	Formation initiale	Travail effectué (sur concours : épreuves théoriques et pratiques)	Travail effectué Réputation Expériences antérieures
Durée	À vie	Renouvelable	Renouvelable
Garantie pour le client	Moyens Déontologie	Aptitude	Résultat Excellence, qualité

- 40 Les luttes professionnelles qui s'amorcent alors entre restaurateurs diplômés, restaurateurs de formation traditionnelle et conservateurs trouvent une issue plus de dix ans plus tard avec le vote de la loi relative aux musées. Celle-ci peut être vue comme un compromis entre les deux modes de réglementation que sont le diplôme et la liste d'aptitude : la principale voie de clôture est le diplôme – c'est la seule voie directe et les autres sont déroatoires – mais cette clôture n'est valable que pour les musées.
- 41 C'est à l'occasion de la préparation de la loi musées qu'apparaît un troisième mode d'organisation de l'activité de restauration, porté cette fois par les restaurateurs de formation traditionnelle. Leurs propositions relèvent des modes de régulation classiquement observés chez les professions artisanales, qui cherchent à fermer le territoire professionnel en multipliant les « reconnaissances d'excellence » attribuées par l'État¹⁷. Le titre de « maître d'art » créé en 1994 par le ministère de la Culture, les « Grands prix des métiers d'art » décernés tous les trois ans par la Société d'encouragement aux métiers d'art dans la spécialité restauration au niveau départemental, régional et national, mais aussi la certification proposée par les ébénistes-restaurateurs sur le modèle du label « artisan ébéniste de France », le titre de MOF (« meilleur ouvrier de France ») reconnu par le ministère de l'Éducation nationale, ou encore plus récemment le label EPV (« entreprise du patrimoine vivant ») attribué par le ministère de l'Économie, sont autant de ces reconnaissances que l'on désignera par le terme de *label*.
- 42 Le vote de la loi musées, cependant, a révélé le cloisonnement dans lequel se construisent les politiques publiques conduites par les différents ministères. Les échelles de valeurs promues par les uns et les autres ne sont pas congruentes. Ainsi, une restauratrice se voit refuser l'habilitation alors qu'elle travaillait depuis longtemps pour les musées de sa région et avait remporté le concours de MOF un an auparavant ; un restaurateur de mobilier à la tête d'une entreprise ayant reçu le label EPV ne se présente même pas devant la commission alors qu'un conservateur l'y a encouragé ; peu de professionnels suivent le processus de VAE jusqu'au bout ; en 2011, un restaurateur titulaire du titre MOF a entamé une grève de la faim pour dénoncer le fait que la loi l'empêchait d'exercer son métier alors qu'il a été félicité par le président de la République lui-même pour la qualité de son travail. Aujourd'hui, les tensions sont d'autant plus vives que les diplômés cherchent à étendre leur juridiction au-delà du marché des musées. L'évolution des réglementations européennes est aussi à l'origine de débats. Dans le même temps, des tensions naissent également entre diplômés car ils sont de plus en plus nombreux et leurs conditions de travail et de vie ont tendance à se détériorer¹⁸.

- 43 Pour conclure sur les différents modes de régulation du marché de la restauration du patrimoine, nous souhaiterions souligner que la valorisation du diplôme auquel les conservateurs-restaurateurs tiennent tant pour se distinguer sur le marché et définir leur profession rencontre aujourd'hui certaines limites. D'une certaine façon, les luttes menées pour se protéger de la concurrence des non-diplômés mettent aujourd'hui en péril la gestion de la concurrence interne à la profession elle-même¹⁹. Les représentants professionnels ont toujours tellement tenu à se définir par le diplôme et la formation initiale, contre l'expérience revendiquée par les restaurateurs de formation traditionnelle et contre les systèmes de concours privilégiés par les conservateurs en charge des ateliers de restauration des musées, qu'ils ont contribué à rendre difficile, voire impossible, la valorisation de l'expérience des diplômés aux yeux des commanditaires.

NOTES

1. - HÉNAUT, Léonie. *La restauration des œuvres de musées : transformation d'une activité et dynamique professionnelle*. Doctorat de sociologie. Paris : Université Paris 8, 2008.

2. - Ces quatre formations existent encore aujourd'hui : la maîtrise des sciences et techniques créée en 1973 à l'université Paris 1 (aujourd'hui master Conservation-restauration des biens culturels) ; le diplôme de l'Institut de formation des restaurateurs d'œuvres d'art (Ifroa), créé en 1977 par le ministère de la Culture et aujourd'hui intégré à l'Institut national du patrimoine (INP) ; le diplôme de la section restauration d'œuvres sculptées de l'école régionale des Beaux-Arts de Tours créé en 1981, et celui de la section conservation-restauration d'œuvres peintes de l'école municipale des Beaux-Arts d'Avignon, créé en 1983.

3. - Voir dans ce volume : LEVEAU, Pierre. « Métiers d'art liés à la restauration et professionnels de la conservation-restauration : deux idéaltypes » <À FAIRE FC : lien vers l'article dans le même numéro d'In Situ>. Voir plus généralement sa thèse : LEVEAU, Pierre. *Épistémologie de la conservation du patrimoine : ontologie d'un domaine, ergologie d'une discipline*. Doctorat de philosophie. Aix-Marseille Université, 2012.

4. - Depuis 2002, il est également possible d'obtenir un diplôme en suivant une procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE).

5. - Certains professionnels sont partis travailler à l'étranger et d'autres ont cessé d'exercer.

6. N'ayant pas le moyen de savoir si la population enquêtée est représentative de la population d'ensemble, nous utilisons ces données à titre indicatif. Le questionnaire a été élaboré en premier lieu dans le but de décrire l'évolution des revenus et les difficultés économiques actuelles des professionnels aujourd'hui, et pour alerter les pouvoirs publics et les donneurs d'ordre sur les effets délétères du fonctionnement des marchés publics. Voir le compte rendu de l'enquête réalisée par Danièle Amoroso en janvier 2014, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.dropbox.com/s/rse8oz1abl61t3f/Compte%20rendu%20questionnaire.pdf>.

7. - HÉNAUT, Léonie. « La construction des groupes professionnels : les restaurateurs d'œuvres d'art en France et aux États-Unis ». *Formation emploi : Revue française de sciences sociales*, 110, 2010, p. 49-62 : <http://formationemploi.revues.org/3035> [consulté le 20/05/2016].

8. - Voir ABBOTT, Andrew. *The System of Professions. The Division of Expert Labor*. Chicago : The University of Chicago Press, 1998 ; Id. « Boundaries of Social Work or Social Work of Boundaries? The Social Service Review Lecture ». *Social Service Review*, 69, n° 4, 1995, p. 545-562.

9. - ABBOTT, Andrew. « Écologies liées : à propos du système des professions ». Dans Menger, Pierre-Michel (dir.). *Les professions et leurs sociologies. Modèles théoriques, catégorisations, évolutions*. Paris : Éd. de la Maison des sciences de l'homme, (Colloquium), 2003, p. 29-50.
10. - Une première version de ce graphique a été publiée dans HÉNAUT, Léonie. « Capacités d'observation et dynamique des groupes professionnels. La conservation des œuvres de musées », *Revue française de sociologie*, 52, 2011, p. 71-101.
11. - Ensemble de fausse draperie qui vient réduire le cadre de scène.
12. - Désignés dans les textes législatifs sous l'appellation de cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).
13. - Expression qu'Eliot Freidson applique aux professions médicales dans : FREIDSON, Eliot. *Professional Dominance: The Social Structure of Medical Care*. New York : Aldine Publishing Company, 1970. La dominance des conservateurs est structurelle au sens où elle s'exerce à travers le contrôle des structures de formation, de sélection, et de l'activité des restaurateurs.
14. - Arrêté du 28 août 2006.
15. - European Statistical System Network on Culture (ESSnet-Culture), 2012.
16. - Les sociologues ont beaucoup étudié les repères de qualité sur lesquels se fondent les consommateurs (étiquette, label, certification, concours, etc.), généralement appelés « dispositifs de jugement ». Voir notamment KARPIK, Lucien. *L'économie des singularités*. Paris : Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines), 2007.
17. - Voir DUBAR, Claude, et TRIPIER, Pierre. *Sociologie des professions*. Paris : Armand Colin (U), 1999, p. 189.
18. - Voir le compte rendu de l'enquête réalisée par Danièle Amoroso en janvier 2014, cit. *supra*.
19. - Sur ce point, voir HÉNAUT, Léonie. « Le monopole des professions : inclure, exclure, redéfinir la concurrence ». Dans CASTEL, Patrick, HÉNAUT, Léonie et MARCHAL, Emmanuelle. *Faire la concurrence. Retour sur un phénomène social et économique*. Paris : Presses des Mines (Sciences Sociales), 2016.

RÉSUMÉS

Le présent article est le fruit d'une rencontre entre une professionnelle de la conservation-restauration et une sociologue. La première exerce depuis vingt ans et a toujours été très investie dans la promotion de sa profession, notamment au sein de la Fédération française des professionnels et la conservation-restauration (FFCR). La seconde a commencé à s'intéresser à l'activité de conservation-restauration il y a dix ans dans le cadre de la préparation de sa thèse de sociologie, et continue d'y travailler aujourd'hui à travers les recherches qu'elle conduit plus largement sur les professions du patrimoine en France et aux États-Unis.

This article is a dialogue between a professional curator and a sociologist about heritage conservation and restoration in France. Three questions are currently worrying the profession: who are the curators, how do they collaborate with other professionals and how is the market regulated outside the museum? Qualitative and quantitative data, and a case study, are presented to explore the developments and the limits of the professionalisation of conservators.

INDEX

Mots-clés : conservation, restauration, restaurateur, loi musées, profession, diplôme, concurrence, interdisciplinarité, conservateur

Keywords : conservation, restoration, restorer, museum law, profession, diploma, competition, interdisciplinarity, curator

AUTEURS

LÉONIE HÉNAUT

Chargée de recherche CNRS au Centre de Sociologie des Organisations (CNRS/SciencesPo)

l.henaut@cso.cnrs.fr

ANNE-ELIZABETH ROUAULT

Conservateur-restaurateur de peintures

ae.rouault@wanadoo.fr